PLATE-FORME DES TROISIEMES ASSISES EUROPEENNES SUR LE DROIT D'ASILE, 7-8 OCTOBRE 1989 EN SUISSE

En février 1985, puis en avril 1987, les premières et les deuxièmes Assises européennes sur le droit d'asile se sont réunies à Lausanne et à Bruxelles.

Ces deux initiatives collectives ont réuni divers partenaires des "sociétés civiles" européennes (voir résolutions finales des premières et deuxièmes Assises) (1).

Depuis les deuxièmes Assises en 1987, on a assisté à une aggravation de la situation des réfugiés dans le monde et de leurs conditions d'accueil en Europe. Le Parlement européen a d'ailleurs condamné l'évolution préoccupante des pratiques de certains Etats européens dans ce domaine (2).

En 1989, **deux décisions européennes importantes** vont être prises :

- Une **directive de la Commission des Communautés européennes "relative au rapprochement des règles concernant le droit d'asile et le statut des réfugiés"** sera débattue au sein du Parlement européen et auprès du Conseil des Ministres des Communautés européennes. Cette directive de droit international sera applicable immédiatement et formalisera les pratiques au niveau européen dans la "gestion" des exilés et des requérants d'asile.

- Par ailleurs, les accords dits de "Schengen" élaborés dans le secret par les Ministères de l'Intérieur de la RFA, de la France et du BENELUX (sans consultation du Haut Commissariat pour les Réfugiés, du Parlement européen et des Parlements nationaux concernés) signés en 1985, seront **réactualisés par un projet de convention complémentaire**. Ce projet concerne notamment de nouvelles mesures juridiques, policières et sociales prises à l'encontre des exilés (des étrangers, et des requérants d'asile). Nous sommes aussi attentif(ve)s au fait que les travaux du groupe de TREVI se poursuivent eux aussi dans le secret, sans contrôle des citoyens des pays d'Europe et des instances officielles.

Ces projets remettent en cause les principes contenus dans la Convention relative au statut des réfugiés du 28 juillet 1951 et dans le Protocole du 31 janvier 1967, ainsi que les principes de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme du 10-12.1948, de la Convention Européenne de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales (1950), de la Convention internationale contre la torture et ceux de la Déclaration des Nations-Unies sur l'asile territorial (1967).

Restreindre ou vouloir restreindre le droit d'asile et les droits des étrangers constitue un affaiblissement des principes démocratiques. Y parvenir par le secret et la mise à l'écart de l'opinion publique constitue une circonstance aggravante.

Si ces deux décisions sont prises sans modification des projets actuels, elles mettront gravement en cause le droit d'asile, les droits fondamentaux des exilés et la pratique démocratique de l'Europe dans laquelle nous vivons. Les frontières seront fermées aux exilés et surtout à ceux des "tiers monde". Les pays les plus

libéraux d'Europe occidentale devront s'aligner sur les politiques d'asile les plus restrictives déjà pratiquées par certains pays.

Devant l'évolution rapide de la concertation entre les Etats, une concertation entre les associations, les citoyen(ne)s "nationaux" et les étranger(e)s qui vivent en Europe doit s'organiser rapidement. Les troisièmes Assises se proposent de favoriser l'information et la réflexion sur la nature et les enjeux des mesures en préparation et enfin susciter des moyens d'actions capables de s'y opposer.

Au-delà de la mobilisation immédiate devant l'imminence des mesures concertées, les troisièmes Assises pourraient permettre aux participant(e)s et à toutes celles, tous ceux, qui s'y associent, de formuler une **Déclaration européenne** pour la défense du droit d'asile et des droits fondamentaux des exilés, condition à l'exercice sans restriction des droits de l'homme et des droits démocratiques en Europe.

Paris, le 11 mars 1989

(1) a) Ligue Suisse des Droits de l'Homme (1985) : La forteresse européenne et les réfugiés. Actes des 1ères Assises européennes sur le droit d'asile, Lausanne, 15-17 février 1985. Editions d'En Bas, Case postale 304, 1000 Lausanne 17 (Suisse), tel. 021 23 39 18. Prix : Francs suisses 27.-. b) F. Rigaux (1988) : Droit d'Asile. Actes des 2èmes Assises européennes sur le droit d'asile, Bruxelles, avril 1987. Ed. Strory-Scientia, éditions juridiques et fiscales, 34-35 Place de Jamblinne de Meux, 1040 Bruxelles. tel. 02/786.79.10. Prix : Francs belges : 1.000 fr. pour les participants aux 2èmes Assises.

(2) Résolution du 18 juin 1987 du Parlement européen et rapport VETTER préparatoire à cette résolution.

-----à découper et à renvoyer-----

Je souscris au texte de plate-forme. Signature :

Nom :

Prénom :

Fonction :

Adresse et no de tel. :

Pour les organisations :

Nom :

Adresse :

Nom, adresse, tel. d'une personne de contact :

Désirez-vous **adhérer à l'Association des Troisièmes Assises Européennes sur le Droit d'Asile**? Oui..... Non..... Si oui, nous vous enverrons tous les documents nécessaires.

A renvoyer au plus tard pour le **20 avril 1989** à **Andreas Tuor**, route du Centre 24, 1723 Marly (FR), tel 037 46 30 31.